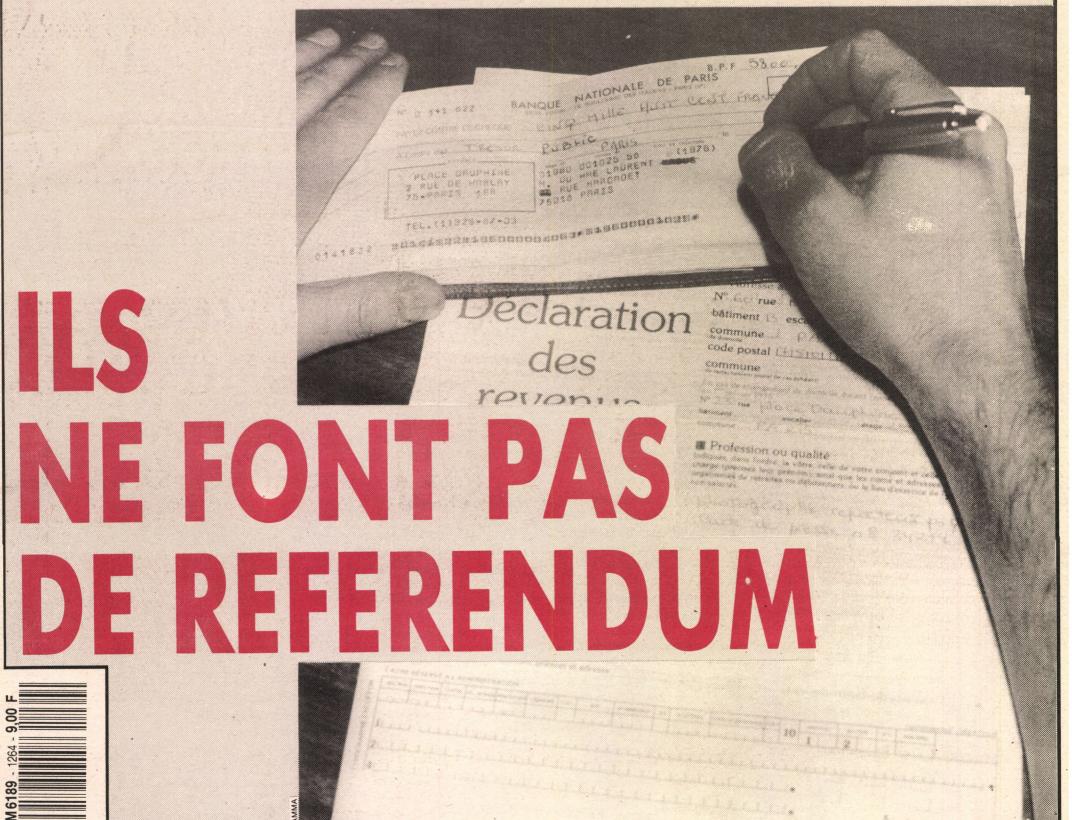


la discussion du budget

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 265 - 2 octobre 1992 - prix : 9 F

QUANDILS'AGIT DENOUS FAIRE PAYER



La discussion du budget

On a entendu des discours, pendant la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht, sur la "souveraineté nationale", menacée paraît-il par ce traité au profit de la froide bureaucratie des technocrates de Bruxelles, imposant leurs choix sans aucun recours.

Eh bien, ces soi-disants "représentants du peuple" qui siègent à l'Assemblée nationale française vont avoir l'occasion de nous montrer comment ils conçoivent les intérêts du peuple en question. Le budget de l'Etat pour 1993, après avoir été présenté au conseil des ministres, va en effet comme chaque année être soumis au Parlement. Et jusqu'à nouvel ordre, ce n'est pas la commission de Bruxelles qui les empêchent de voter comme ils veulent au palais-Bourbon à Paris!

Or le budget de l'Etat, bien sûr, s'il se présente comme un ensemble de choix financiers, illustre d'abord un choix politique : en faveur de qui l'Etat gou-

Bien sûr, approche des élections oblige, ce budget comportera quelques mesures par lesquelles le gouvernement voudrait paraître large, comme une diminution d'impôt en fonction des enfants scolarisés d'une famille. Mais ce cadeau électoral ne bénéficiera même pas aux familles les plus défavorisées, qui ne sont pas celles dont les enfants font les études les plus longues ; et surtout il n'inverse évidemment pas les priorités du budget de l'Etat, essentiellement consacré à subventionner par différents canaux les grands groupes capitalistes.

Le résultat est déjà annoncé. Malgré toutes les leçons de morale sur la "rigueur" et l'équilibre nécessaire des comptes, dont Bérégovoy n'est jamais avare quand il s'agit de faire passer sa politique d'austérité envers les classes populaires, le déficit annoncé pour ce budget est de 165 milliards de francs. Pour 1992, la somme annoncée avait été de 90 milliards, et la somme effective serait de 150 milliards, presque le double. Autant dire qu'en 1993 le déficit réel risque d'approcher les 300 mil-

Il n'y a pas à en chercher loin les railvec la crise économique, les recettes de l'Etat provenant des taxes comme la TVA ou des divers impôts ont tendance à baisser, alors que le patronat et les bourgeois de toute espèce n'en sont que plus enclins encore à réclamer des diminutions de leurs "charges", sous le prétexte comme toujours que c'est celles-ci qui les empêcheraient d'investir, d'embaucher, etc. Et de fait, le taux de l'impôt sur les sociétés va diminuer encore, comme il le fait depuis des années.

Tout cela, ce sera encore une fois aux travailleurs de le payer, directement ou

indirectement. Ce n'est pas parce que les patrons vont recevoir des cadeaux supplémentaires que l'économie va repartir. En revanche, ils peuvent se livrer à des opérations financières sans investir pour autant, voire spéculer sur les monnaies avec les conséquences que l'on voit ces jours-ci. Et qui dit déficit du budget dit hausse des prix, inflation... et peut-être à terme, dévaluation, comme cela vient de se produire dans des pays voisins comme l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie ; avec, à la clé, de nouvelles mesures d'austérité.

Mais justement, aucun des partis qui siègent au Parlement ne remet vraiment cette politique en cause.

Les députés socialistes vont bien sûr, voter ce budget présenté par des ministres que sont leurs collègues de parti. Quant à la droite qui s'apprête à déposer une motion de censure contre

gneusement évité de voter la censure chaque fois que cela pouvait comporter le risque de faire tomber le gouvernement. Le prétexte invoqué a souvent été qu'il ne fallait pas voter avec la droite...

L'argument n'a pourtant nullement gêné la direction du PCF quand il s'agissait d'appeler les électeurs à voter "non" aux côtés de gens aussi peu recommandables que Le Pen, Pasqua et Séguin, et au nom d'arguments à peu près aussi réactionnaires et nationa-

Alors la vraie raison, tout le monde la connaît : le Parti Socialiste a vis-à-vis du PCF des moyens de rétorsion par le biais des accords électoraux pour le second tour des législatives, ou des alliances dans les municipalités, par exemple. Et on a vu à plusieurs reprises que le PCF cherchait plutôt à marchander son abstention ou son non-vote de la censure en échange de quelques promesses électorales du Parti Socialiste.

Et voilà au nom de quoi, au nom de quels calculs le parlement français, de la droite à la gauche, y compris les

QUAND IL S'AGIT DE NOUS FAIRE PAYER ILS NE FONT PAS DE RÉFÉRENDUM!

ce budget, elle le voterait sans doute comme un seul homme pour peu qu'elle soit au gouvernement et pas dans l'opposition. Aujourd'hui la démagogie ne lui coûte rien. Ses dirigeants sautent seulement sur l'occasion de tenter de refaire l'unité et de serrer les rangs après la débandade qu'on a vue dans la campagne pour le référendum.

Reste le Parti Communiste, qui a, là, sinon bien sûr les moyens d'imposer une autre politique à ce gouvernement en menaçant de le faire tomber, du moins la possibilité de lui faire retirer les mesures les plus impopulaires. C'était bien un de ses arguments lorsqu'il appelait ses électeurs à voter "non" au référendum pour "censurer

Mitterrand". Cette fois la décision est entièrement entre ses mains, puisqu'elle ne dépend pas de ce que pensent des millions d'électeurs, mais seulement de lui et de ses députés. Ceux-ci auraient la possibilité de faire tomber ce gouvernement, puisque celui-ci ne dispose que d'une majorité relative, encore plus réduite depuis les élections sénatoriales du 27 septembre.

Mais justement, depuis les dernières élections législatives, il y a presque cinq ans, les députés communistes ont soi-

députés qui prétendent le plus représenter les travailleurs, finit toujours par tomber d'accord pour faire payer de toute façon ceux-ci.

Et là bien sûr, ni le gouvernement, ni même ses prétendus opposants ne parlent de faire un référendum pour nous demander si nous sommes d'accord.

Comme quoi, tous ces gens si bavards pour défendre la "souveraineté française" n'entendent par là que la souveraineté du patronat et des possédants de toute sorte.



1986

Finances de l'Etat et profits capitalistes VASES COMMUNICANTS cela que les entreprises coût budgét Alors, a

Bérégovoy a annoncé le 26 septembre que, dans le cadre du Budget 1993, "des mesures seront prises pour accélérer la reprise de l'activité". On sait ce que cela peut présager comme cadeaux aux "entreprises", sous prétexte de les aider, ou comme incitations "à la consommation"... mais de ceux moyens de consommer.

Sans qu'on connaisse encore le détail des mesures, le Figaro-Economie, par exemple, parle d'"une réorientation des priorités (du budget) en faveur des

"ménages". Ces "ménages" auxquels s'adresse Le Figaro ne sont certes pas ceux du bas de l'échelle, puisqu'il s'agirait d'une "réduction d'impôts pour les emplois familiaux" (c'est-à-dire pour employer une bonne, ou une femme de ménage) et du "doublement de l'avantage fiscal Quilès-Méhaignerie en qui ont déjà le plus de faveur des investissements en logements".

Ces cadeaux seraient de l'ordre de 6 à 7 milliards; autant de manque à gagner que l'Etat peut essayer de récupérer ailleurs, ce

qu'il fait généralement en diminuant encore les investissements sociaux, les subventions aux hôpitaux, aux services publics, etc.

Dans le même esprit, il faudrait s'attendre dans le futur budget à la généralisation à 33,3% du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés. Pour mémoire, l'impôt sur les bénéfices des entreprises était de 50% avant 1981. Les patrons pourraient dire merci à la gauche au pouvoir!

Le prétexte selon lequel il faudrait "aider" les entreprises parce qu'elles en auraient be-

soin pour embaucher, tient pourtant moins que jamais. Ainsi, publiant les résultats (du premier semestre 1992) des plus grandes entreprises françaises, le journal Les Echos, démontre que seules cinq des 31 entreprises citées ont déclaré (ce qui ne veut d'ailleurs pas dire réalisé) moins de profits qu'en 1991...

Les profits sont là, mais ce n'est pas pour

cela que les entreprises investissent ou embauchent. Et cela n'empêche pas le patronat de continuer à revendiquer du gouvernement d'au-tres avantages, par exemple une nouvelle baisse du taux de l'impôt sur les sociétés ou la création d'un fonds de garantie des investissements des PME. Cela représenterait, selon La Lettre de l'Expansion, 10 à 15 milliards de francs de coût budgétaire.

Alors, au cours de cette discussion budgétaire, Bérégovoy va surtout nous dire combien de milliards de déficit budgétaire supplémentaire les contribuables et les travailleurs vont devoir payer, d'une façon ou d'une autre, pour que de pauvres capitalistes croulant sous les profits amassent encore quelques cadeaux de plus...

Pierre LAFFITTE

Réductions d'impôts pour frais d'études: FORFAITAIRES, MAIS PAS ÉGALITAIRES

d'un étudiant. Si on ajoute à cela l'augmentation de l'allocation de rentrée (600 F pour un collégien; 1 195 F pour un lycéen), le projet de budget pour 1993 distribuerait dans les 3,6 milliards de francs aux parents d'élèves.

Seulement si cette disª tribution des prix se trouve placée sous le signe de l'égalité - puisqu'il s'agit d'une somme forfaitaire cette équité de façade recouvre en fait une double inégalité.

d'impôts pour les parents sont les mêmes pour tous, mieux lotis qui seront le par enfant en collège; les revenus des parerts 1 000 F dans le cas d'un d'élèves sont évidemment lycéen; 1 200 F s'il s'agit fort variables et qu'entre mait à sa façon Libération, des parents chômeurs ou smicards et des parents directeurs de société, il y a un monde de différence quant à ce que coûte réellement, parmi bien d'autres choses, la scolarisation des enfants. Et puis pour bénéficier de la réduction d'impôt, il faut déjà avoir assez de moyens pour... être imposable.

Et puis, comme les enfants des classes favorisées font généralement de plus longues études que ceux des enfants des D'abord parce que, si classes populaires, ce sont

400 F de réduction les réductions d'impôts d'abord les parents les plus aidés!

Une chose que confirle jour de la présentation de ces mesures, expliquant que ce sont "les députés socialistes qui (ont ainsi poussé) le gouvernement à faire un geste en faveur des classes moyennes à quelques mois des élections législatives"

Du côté des classes populaires, il est vrai, ce ne sont plus des gestes de dernière heure - et de toute façon dérisoires - qui pourraient changer grandchose à ce qu'elles pensent des députés et gouvernement socialistes...



Charasse, ministre du Budget, et Bérégovoy présentant le budget de l'an dernier... qui n'a pas été respecté.

Un déficit qui coûte cher

On vient d'annoncer de l'Etat. le déficit du prochain prévu car, en fin d'année prochaine, celui-ci sera peut-être beaucoup plus élevé. De même que le déficit du Budget précédent qui était prévu de 90 milliards et atteignait en fin d'année 150 milliards!

Au total, la dette de l'Etat avoisine les deux mille milliards de francs, et à l'allure où se creuse le trou, dans peu de temps elle atteindra le double du budget annuel

Pourquoi cette dette? budget : 165 milliards de Parce que l'Etat dépense francs. Il s'agit du déficit davantage qu'il ne reçoit, l'argent? Les particuliers bien sûr. Et en particulier parce qu'il fait des largesses au patronat, au moment même où le chômage et la crise entraînent certaines baisses des rentrées.

> Qui paye? Eh bien, les contribuables évidemment! Le "service de la dette" absorbe environ 10% des impôts. Tout le monde paye la dette de l'Etat, même les plus pauvres qui échappent à l'impôt direct, car trons...

tout le monde paye ne serait-ce que la TVA.

Qui reçoit de et surtout les organismes financiers prêteurs qui touchent des intérêts considérables. Il se peut que certains soient dirigés par les mêmes patrons qui bénéficient déjà d'aides étatiques. Pour eux, la dette c'est une "aide" supplémentaire, et une excellente affaire.

Quant au contribuable, il est, une fois de plus, plumé conjointement par l'Etat et les pa-

Après la catastrophe de Vaison-la-Romaine

RISQUES NATURELS, NCURIE ADMINISTRATIVE ET PROFITS

On ne pourra certes jamais empêcher ni la pluie, ni les torrents, ni les inondations. Et ce n'est pas en France que les torrents naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels causent le plus de victimes, mais dans les éléments naturels de victimes, mais dans les éléments naturels de victimes, mais dans les éléments de victimes, mais dans les éléments de victimes de victimes, mais dans les éléments de victimes de victim

Il y a quatre ans, en octobre 1988, des pluies dévastatrices provoquaient un désastre et de nombreux morts à Nîmes. Dans un tel cas, le gouvernement se devait de "faire quelque chose". Il commanda donc un rapport sur les risques dus aux pluies torrentielles, à un groupe d'ingénieurs. Il serait toujours temps d'aviser

par la suite... Le rapport en question, dit rapport Ponton, fut déposé six mois plus tard. Il désignait un certain nombre de zones à risques, parmi lesquelles Vaison-la-Romaine, et préconisait quelques mesures de précaution : former du personnel, prévoir des moyens rapides pour prévenir les populations, ne pas construire dans des zones dangereuses, éviter de dé-

boiser et de trop bétonner afin de ralentir le ruissellement.

Et ensuite ? Eh bien le gouvernement, et en particulier son ministre de l'Environnement de l'époque, Brice Lalonde, se garda de rendre le rapport public. Des fois que les populations concernées se seraient inquiétées. Des fois que des touristes auraient pris peur. Des fois que des promoteurs qui voulaient construire - ou qui avaient déjà construir - dans des secteurs à risques auraient pu croire leurs "programmes immobiliers" menacés par une fâcheuse contre-publicité. Et il semble bien que toutes les mairies concernées n'aient même pas reçu le rapport.

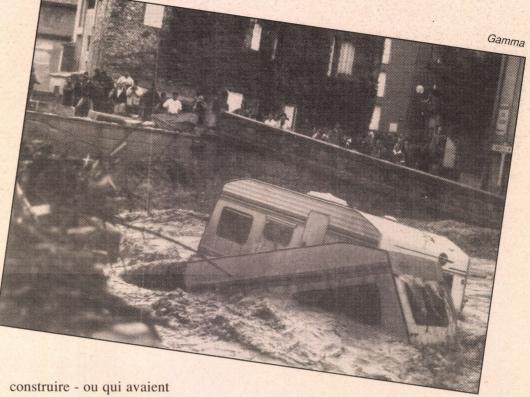
Et ensuite, on laissa faire! Dans le cas de Vaison-la-Romaine, les hauts étant construits, on s'attaqua aux bords de l'Ouvèze, en prenant quand même la précaution minimale d'ajouter un remblai dans le fond inondable. Il y avait donc au bord de l'eau un camping, deux lotissements, et un centre artisanal...

Bien entendu, il existe une multitude d'autres endroits où la situation est tout aussi dangereuse, où l'on a construit inconsidérément. Ainsi un responsable vient d'attirer l'attention sur les campings dangereux situés en bordure de torrents montagnards. Il y a cinq ans, il y avait eu 23 morts lors d'une terrible crue au Grand-Bornand. A la suite de quoi les campings dangereux avaient fermé ou déménagé. Mais maintenant beaucoup sont revenus...

Toutes ces constructions, ces campings nécessitent des décisions administratives, des permis de construire, des dérogations et, avant tout, ce sont des affaires de gros sous.

A chacune des catastrophes, on nous explique qu'on ne peut tout prévoir, que les orages du Sud sont terribles, etc. Bien sûr. Mais force est tout de même de constater qu'en dehors de faire des rapports, peu de mesures sont prises et que, régulièrement, des gens sont tués par des crues subites, alors que, sinon les crues, du moins leur mort aurait peutêtre pu être évitée.

André VICTOR



"Carburants verts" Lors d'une journée de l'agriculture sur l'avenue des Champs-Elysées à Paris. Ce matériel servira-t-il maintenant à produire du carburant agricole ?

DES BETTERAVES

DANS VOTRE MOTEUR...

ET DU BLÉ DANS LEURS COFFRES

La société pétrolière Elf compte distribuer un million d'hectolitres de carburants d'origine agricole dès 1993. Ce carburant entrera pour 5% dans le super sous forme d'éthanol, c'est-à-dire d'alcool éthylique (celui du vin ou de la bière), et pour 10% dans le gazole sous forme d'ester éthylique, obtenu à partir de colza.

La production de "carburants verts" est présentée comme une solution possible aux problèmes paysans. Elle nécessitera l'utilisation de quelques dizaines de milliers d'hectares de terre sur les 1,5 à 2 millions d'hectares qui devaient être mis en jachère dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune (la "PAC").

Cette utilisation sera donc loin de résoudre le problème de la totalité des agriculteurs, mais ce sont sûrement les plus gros qui en profiteront.

La nouvelle politique agricole commune, prévoyant de subventionner les agriculteurs pour qu'ils cessent de produire, déjà favorise surtout les plus riches. Eux auront la possibilité de rafler suffisamment de primes à la non-production, calculées en fonction du nombre d'hectares mis en friche, pour pouvoir se reconvertir. Et les gros céréaliers et betteraviers, d'une façon ou d'une autre, carburants verts ou pas, retomberont sur leurs pieds et sur leurs profits.

Mais, de plus, pour permettre l'utilisation de ces carburants verts, l'Etat ira de sa subvention et fera payer les contribuables pour les gros céréaliers et les gros betteraviers. Selon *Le Figaro-Economie*, l'aide de l'Etat équivaudrait à 1,69 F par litre d'ester éthylique incorporé dans un gazole vendu à 3,48 F; et elle atteindrait 3,23 F par litre d'alcool entrant dans du super plombé vendu à 5,25 F. Que ce soit par des subventions aux agriculteurs qui

produiront ce carburant vert, ou que ce soit par la suppression de la taxe intérieure sur les produits pétroliers à laquelle l'Etat a prévu de renoncer, ce sera toujours d'une façon ou d'une autre le contribuable qui en fera les frais.

Il ne faut pas oublier non plus que produire ce substitut du pétrole (pétrole dont la production à l'échelle du monde est déjà surabondante et revient bien meilleur marché que le carburant vert) nécessite aussi du pétrole. Car pour le type d'agriculture industrielle que cela implique, il faut avoir recours à des machines agricoles, qui en sont consommatrices - que ce soit pour leur fabrication ou pour leur utilisation -, et recours à des engrais, eux-

mêmes bien souvent sous-produits de l'industrie du pétrole.

Oui il est complètement fou de faire servir l'agriculture de pays riches à la production de carburant automobile alors que deux hommes sur trois souffrent de la faim. Cela est aussi aberrant que lorsque, après la crise de 1929, au Brésil, on brûlait du café dans les locomotives.

Ce monde, c'est celui de la société capitaliste qui se maintient contre les intérêts les plus élémentaires de l'humanité tout entière et qui, à plus d'un demi-siècle de distance, reproduit le même gâchis et les mêmes aberrations, et prépare les mêmes catastrophes.

Louis GUILBERT

Cercle Léon Trosky

Les grandes puissances impérialistes face à la situation dans l'ex-Yougoslavie Vendredi 2 octobre 1992

Salle de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor à 75005Paris Métro : Maubert-Mutualité Participation aux frais 20 F

Le nombre de chômeurs

"baisse" de 1%

POURTANT LE CHOMAGE REEL S'AGGRAVE

Selon les statistiques publiées par le ministère du Travail, le nombre des demandeurs d'emploi aurait baissé en août de 1% par rapport à juillet. Et l'on a vu sur toutes les chaînes de télévision le ministre du Travail, Martine Aubry, se féliciter des résultats du "traitement social" du chômage entrepris sous ses ordres : "La baisse enregistrée en août est la plus forte depuis quatre ans", a-t-elle affirmé.

Mais il faut y regarder de plus près. Il y a d'abord les radiations administratives demandées par l'ANPE : elles ont explosé ! De trois à quatre mille par mois avant le printemps dernier, il y en a eu 10 000 en juin, 16 000 en juillet, à peu près autant pour le mois d'août. Pour ce mois-là, cela représente donc plus de la moitié des 30 300 chômeurs de moins enregistrés ! Or, il faut savoir que sont radiés, par exemple, ceux qui ne se présentent pas à la convocation de l'ANPE... et aussi que nombre d'agences de l'ANPE ne se font pas faute de radier des chômeurs qui, pour des raisons diverses - difficultés de santé, de transport, salaire dérisoire etc. - sont amenés à refuser les emplois qu'on a le culot de leur proposer comme pouvant leur convenir.

Il y a ensuite l'augmentation du nombre des "sorties" de l'ANPE dues aux emplois (exonérés de charges sociales pour les patrons) pour les jeunes sans qualification, aux emplois familiaux (femmes de ménage ou bonnes à tout faire), aux stages en tout genre, et surtout, ces derniers mois, aux CES, ces fameux "contrats-emploi-solidarité" que proposent maintenant les administrations, services publics, etc.

Ces CES, emplois à mi-temps

subventionnés par l'Etat, étaient en particulier destinés à aider les chômeurs de longue durée à se "réinsérer". En fait, ils servent à boucher les trous et occupent des postes bien nécessaires pour faire face aux charges de travail dans un contexte de réductions d'emplois.

Mais à qui fera-t-on croire, pour ne citer qu'un exemple, que des femmes de 50 ans engagées en CES pour six mois par La Poste pour trier le courrier vont pouvoir ensuite se réinsérer dans un autre emploi?

Car il est hors de question, bien évidemment, de les embaucher à l'issue de leur CES à La Poste elle-

Alors les faits sont là : il y a eu officiellement 2 881 100 chômeurs en août. Il y a eu ce mois-là 48 300 nouvelles demandes d'emploi enregistrées à l'ANPE. Les plans de licenciements économiques continuent. Et la soi-disant tendance à la baisse du chômage provient de procédés administratifs et d'une augmentation des emplois précaires.

La seule chose dont Martine Aubry a à se féliciter, c'est d'avoir aidé le gouvernement à maintenir, au moins sur le papier, le nombre de chômeurs en dessous de la "barre" des trois millions.

S.F.

DE LA QUERELLE SUR LA MONNAIE COMMUNE, À CELLE SUR LE FAUTEUIL COMMUN

La querelle sur l'Europe à peine éteinte, le monde politique a trouvé un autre sujet d'excitation: la cohabitation. Fausse querelle, comme était fausse celle sur Maastricht, tant tout le monde sait que gauche et droite sont si semblables que rien ne les empêche de gouverner ensemble quand ça les arrange, dans six mois comme il y a quelques années.

Qu'importe. Les joutes oratoires sur le oui et le non ont repris de plus belle au sein de la droite. Sauf qu'en glissant de la polémique sur le oui ou non à l'accord de Maastricht à celle sur le oui ou non à un futur accord Matignon-Elysée en cas de victoire de la droite aux législatives, les camps se sont inversés ou en partie redécoupés.

En appelant à voter "oui" au traité de Maastricht, Chirac s'était vu voler son rôle de leader de l'opposition par Pasqua. Le voilà qui s'empresse de doubler son ancien

ministre de l'Intérieur en clamant que, si la droite l'emporte aux législatives, il faudra contraindre Mitterrand à démissionner. Et lui, Chirac, refuserait de gouverner sous la présidence de Mitterrand, contrairement à ce qu'il avait fait de 1986 à 1988. Du coup c'est Pasqua qui ironise: "Nous n'allons pas organiser un coup d'Etat avec les polices municipales et les gardes champêtres"

Et chacun de jouer son petit jeu en tirant dans les pattes du voisin : Pasqua et Séguin boudent la réunion des leaders du RPR, pendant que Gérard Longuet, du Parti Républicain, snobe le "putsch constitutionnel" que serait, selon lui, la proposition de Chirac. Giscard met la pédale douce sur la question, peu pressé qu'il est de voir venir les présidentielles, où, dans la situation actuelle, il craint que Chirac soit mieux placé que lui, pendant que de Villiers, du même parti que lui mais ex-partisan du non à Maastricht comme Pasqua, embouche les trompettes de Chirac contre la cohabitation.

Voilà en tout cas de quoi meubler la presse pendant les six mois qui nous séparent des législatives!

O.B.

Quelle est la cohabitation la

plus difficile? Mitterrand-Chirac ou Pasqua-

Chirac?

Sénatoriales BON VENT POUR LE PS

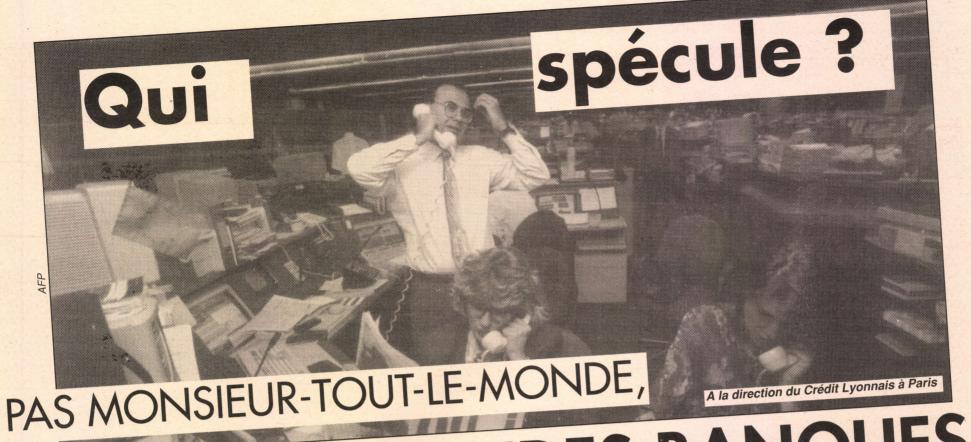
A l'heure où la cote de popularité des socialistes dans l'opinion publique est en chute, voilà que le Parti Socialiste peut se féliciter d'avoir gagné quelques sièges de plus au Sénat à l'occasion de l'élection du dimanche 27 septembre, qui renouvelait un tiers des sénateurs.

Il est vrai qu'élu, non pas par la population directement, mais par un

collège de "grands électeurs", le Sénat a toujours été la plus conservatrice des assemblées. Les socialistes bénéficient tout simplement des retombées sénatoriales de leurs petits gains aux élections municipales, qui remontent à trois ans. Il n'y a décidément que sur le terrain du conservatisme que les socialistes progressent.

Parmi les heureux élus,

Charasse, ministre du Budget, et Rausch, ministre du Commerce et de l'Artisanat, qui ont décidé de quitter leurs postes gouvernementaux pour pouvoir occuper leurs sièges de sénateurs. Il est vrai que les jours du gouvernement sont comptés. Quand on est sénateur c'est pour neuf ans. Le choix était clair : sécurité de l'emploi avant tout!



MAIS LES GRANDES BANQUES ET LES GRANDES ENTREPRISES!

Les récents bouleversements au sein du système monétaire européen, avec la dévaluation de la livre anglaise, de la lire italienne et de la peseta espagnole, ont donné un coup de projecteur sur la spéculation monétaire. Mais qui spécule ? L'image d'Epinal du spéculateur, traversant les frontières avec des valises de billets, n'est pas simplement fausse à cause des moyens modernes de paiement mais aussi de par la nature même des acteurs.

Les principaux responsables des différents assauts spéculatifs sur les monnaies les plus faibles ne sont pas des particuliers mais généralement les principaux opérateurs financiers : on trouve des centaines de banques, des sociétés financières, les grands fonds d'investissements comme les assurances ou les caisses de retraites, enfin les grandes entreprises elles-

Des astuces spéculatives...

Il y a longtemps que toutes ces sociétés spéculent sur le marché des changes, d'une manière assez simple. Elles peuvent par exemple se défausser des réserves d'une devise qu'elles cherchent à affaiblir. Mais il existe aussi une formule très en vogue en matière de spéculation : il s'agit d'emprunter dans une devise x, mettons des francs, sur une période de deux ou trois jours. On les vend immédiatement sur le marché des changes. Etant donné qu'il s'agit de sommes importantes, cela entraîne de suite une baisse du cours. Pour rembourser l'emprunt on rachète alors des francs à un cours inférieur. Sur des sommes importantes,

on empoche de quoi rembourser les intérêts de l'emprunt et une petite différence assez rondelette dès qu'il y a de gros volumes de capitaux en jeu. Tout le problème est évidemment qu'on ne prête de telles sommes qu'à de très riches présentant certaines garanties, ne serait-ce qu'en appartenant au même monde que les prê-

En temps normal, les entreprises qui doivent régler des affaires dans des monnaies étrangères effectuent des achats de devises. De multiples opérations de ce type, plus ou moins bonnes ou plus ou moins mauvaises, ont lieu chaque jour, s'annulant en quelque sorte les unes les autres et en tout cas ne faisant pas apparaître de dysfonctionnements particuliers en temps normal.

... Qui profitent surtout aux grosses entreprises...

Ce n'est plus la même chose en période de crise. Il y a un phénomène de boule de neige. Tous les opérateurs financiers semblent s'être donné le mot et il devient difficile pour l'Etat chargé de protéger une devise "faible" ainsi attaquée de la défendre. Il ne peut le faire que

dans la mesure où il dispose lui-même de réserves en devises suffisantes, ou de la garantie d'autres Etats à la devise plus forte. Sinon, pour essayer de calmer le jeu, il ne lui reste qu'à dé-

On entre alors dans la deuxième étape de la spéculation. Les entreprises qui ont ellesmêmes contribué à cette dévaluation, leur taille leur permettant de mettre en mouvement des capitaux suffisamment importants pour aboutir finalement à confirmer la tendance quand elle existe — voire la créer — et imposer une dévaluation, en deviennent les principaux bénéficiaires. En effet, pour peu que le pourcentage de dévaluation soit suffisamment important, elles peuvent racheter moins cher les devises dont elles s'étaient défaussées quelque temps, quelques jours, ou quelques heures avant et retrouver leur stock de devises initial (ou rembourser leur emprunt). Ainsi lors de la récente spéculation sur la livre : au moment où les spéculateurs la rachetaient, sa valeur avait diminué de 14 %.

Dans le récent mouvement de spéculation monétaire, après avoir attaqué les monnaies susceptibles d'être dévaluées, les spéculateurs se sont attaqués à des monnaies a priori moins fragiles, en l'occurrence le franc peut-être vulnérable en fonction de l'absence de contrôle sur les changes. La Banque de France a donc racheté des francs en espérant ainsi augmenter le coût de l'emprunt initial en francs, car si à la revente la différence est trop mince, et le gain dévoré par les intérêts, le jeu n'en vaut plus la chandelle. La Suède, pour se protéger, n'avait pas hésité à monter les taux d'intérêt à court terme à... 500 % pour ôter toute velléité d'emprunt en couronnes.

masses de capitaux de plus en plus lourdes

Mais ce petit jeu spéculatif est d'autant plus difficile à contrôler pour les banques centrales ou les Etats que la masse de capitaux qui s'échangent à l'échelle mondiale chaque jour est devenue de plus en plus considérable. Ainsi, en 1989, elle équivalait à 3 250 milliards de francs par jour. Elle atteindrait aujourd'hui l'équivalent de 4 000 milliards de francs. Les masses en mouvement sont plus ou moins importantes selon les places financières : Londres enregistrerait 800 milliards de francs de transactions quotidiennes et Paris à peine 200 milliards de francs.

Or, face à cette masse de 4 000 milliards de francs par jour, la couverture bancaire dont disposent les banques est bien plus faible : 1200 milliards de francs, soit 25 % de couverture. Autant dire que si le mouvement spéculatif se confirme et s'accélère, et que la sarabande semble s'en prendre à toutes les monnaies, il peut devenir difficile d'en garder le contrôle, même si les grandes banques centrales jouent plutôt le jeu de la collaboration internationale.

Dans un monde où les porteurs de capitaux n'investissent plus guère dans la production, la spéculation va bon train et les coups de boutoirs spéculatifs, dont on a eu un aperçu ces tempsci, viennent rappeler à quel point le système tout entier est fragile.

Et le système capitaliste dont on nous rabâche pourtant sur tous les tons qu'il serait le meilleur des systèmes possibles ressemble beaucoup à un volcan, en apparence un peu endormi, mais qui peut facilement exploser.

Jacques FONTENOY

A GRENOBLE

Samedi 3 octobre à partir de 15 h Foyer municipal de PONT-DE-CLAIX (Bus n° 8)

AU HAVRE

Samedi 10 octobre à partir de 18 h Salle des fêtes de BLÉVILLE

UNE NOUVELLE MONTÉE DES "LIGUES"

vernement - Démocratie Chrétienne et Parti et 28 septembre aux élections provinciales de Socialiste - dont les voix, avec respectivement 14%

34% des voix à la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, et 7,2%, sont pratiquement divisées par deux. Voilà chute verticale des deux principaux partis du gou- le "tremblement de terre" électoral enregistré les 27

Celles-ci tombaient mal pour les partis au pouvoir, au moment où nombre de leurs dirigeants, impliqués dans des scandales liés à des pots-de-vin, sont emprisonnés pour corruption, où la lire est dévaluée, un plan d'austérité en œuvre, et où l'Etat fait montre de son impuissance contre la Mafia, contre la crise, et on en passe. L'électorat de la Démocratie Chrétienne, en particulier, confirme combien il est attiré par la démagogie de la Ligue du Nord de Bossi, faite d'un mélange de dénonciation de la corruption de "Rome la voleuse", de racisme antiimmigrés et antiméridionaux et de régionalisme "nordiste".

A gauche, les élections ont confirmé que, malgré la transformation de la majorité du Parti Communiste en un "Parti Démocratique de la Gauche" (PDS), le mot "communisme" continuait d'être revendiqué par nombre d'électeurs. Le PC maintenu sous le nom de Rifondazione Comunista a en effet recueilli 6,7% des voix, en léger progrès sur les résultats des élections législatives d'avril, alors que le PDS, s'il recueille 17.8% des voix, en obtenait 19,9% en avril dernier.

Le résultat est grave pour le gouvernement Amato, dont la majorité au Parlement est déjà bien fragile, et qui appa-

raît désormais comme franchement minoritaire dans le pays, au moment où il cherche à faire passer son plan d'austérité.

Son seul atout face aux travailleurs, et même sa principale chance de survie, réside en fait dans l'attitude des syndicats qui déclarent comprendre la nécessité de l'austérité, critiquant seulement des aspects "iniques" de celle-ci, affirmant seulement qu'il faut "négocier", faire pression pour arriver à une politique économique "plus cohérente", "dans l'intérêt des travailleurs et du pays", et dont toutes les manœuvres visent en fait à faire accepter aux travailleurs la politique gouvernementale et patronale, moyennant éventuellement quelques petites retouches.

C'est ce qui permet les rodomontades de ce gouvernement, pourtant laborieusement mis en place après des mois de crise politique, et la désertion des leaders des principaux partis. Mis en cause dans les scandales, déjà amoindris par leurs pertes de voix aux élections du printemps, les leaders de la Démocratie Chrétienne comme du Parti Socialiste ont préféré laisser les postes gouvernementaux à des hommes de second plan, dont Amato est le prototype, en souhaitant que celuici dure assez longtemps pour faire passer l'austérité réclamée par le patronat. S'il en porte ainsi la responsabilité, ils espèrent qu'ils seront moins compromis.

Alors, tout en préférant pour l'instant laisser les duettistes Amato et Trentin assumer les conséquences du coup de massue infligé depuis le début de l'été aux travailleurs italiens, les sommets des principaux partis préparent d'autres éventualités politiques.

C'est ainsi qu'Occhetto, le leader du PDS (le "Parti Démocratique de la Gauche" qui a succédé au PC et qui est maintenant membre de 1'Internationale Socialiste), vient de se déclarer disponible pour un gouvernement effectuant un "tournant". Après avoir apporté à la majorité (Démocratie Chrétienne-Parti Socialiste) l'appui de l'appareil syndical dirigé par Trentin (lui-même PDS), Occhetto est prêt à apporter l'appui de son parti.

Ainsi, après Amato, c'est peut-être une majorité du type "Union nationale" qui se prépare, allant du PDS à gauche aux démocrateschrétiens et aux libéraux à droite. Un des enjeux est, à terme, le regroupement de trois partis : le Parti Socialiste de Craxi, le petit Parti Social-Démocrate, et le PDS (ex-PC) d'Occhetto, autrement dit la formation d'un regroupement social-démocrate éventuellement prêt à servir d'alternance à la Démocratie Chrétienne. Les conditions seraient alors réunies pour faire

passer une réforme remplaçant l'actuel système politique, marqué notamment par la représentation proportionnelle au Parlement et l'instabilité gouvernementale, par un système majoritaire.

Reste à savoir, dans cette hypothèse, si cette gauche, si disponible pour faire passer la politique de la bourgeoisie, profiterait longtemps

des postes gouvernementaux. La montée de la Ligue du Nord de Bossi montre qu'à faire le sale travail, cette gauche risque d'ouvrir vite la voie à des solutions plus à droite.

André FRYS



au moins, la plupart Marocains, sont morts samedi 26 septembre en tentant de franchir le détroit de Gibraltar pour rejoindre les côtes espagnoles. On ne connaîtra ni leurs noms, ni leur nombre exact... ties du Maroc, deux seulement sont arrivées. Le peu qu'on sait est ce qu'ont bien voulu dire ceux qui, à leur arrivée en Espagne (38 passagers sur deux barques), sont tombés dans les mains de la garde civile qui n'a rien eu de plus pressé que de les emprisonner en vue de les renvoyer à brève échéance de l'autre côté de la mer.

C'est maintenant le tour de l'Europe d'avoir ses boat-people. Jusque-là

l'Amérique qui s'embarquaient de Haïti ou ceux du Vietnam. A présent c'est le tour des Marocains, Ethiopiens, Sénégalais qui affluent dans la région de Tanger, poussés eux aussi par la misère, Tout ce qu'on sait c'est prêts à risquer leur vie sur surchargées de dizaines de pêche bricolées et surcharfrontent les eaux tumultueuses du détroit de Gibraltar pour rejoindre les pays riches de l'Europe et ce qu'ils en espèrent, moins de misère et plus de liberté.

> Nombre de ceux qui ne sont pas arrêtés par la police marocaine, qui ne périssent pas noyés, aboutissent dans les prisons de la police espagnole ou française. Malgré cela les candidats au voyage se font plus nombreux. La presse ma-

Trente-cinq Africains on connaissait ceux de rocaine avance le chiffre de 1 000 disparus pour l'année 1991. Un journal espagnol évoque le chiffre d'un disparu sur trois qui tentent le passage.

L'Afrique pillée par le colonialisme, sous-développée, est condamnée à la famine par la crise capitaque, des quatre barques de misérables barques de liste. En face, il y a l'Europe du fric, les passagers clandestins par- gées sur lesquelles ils af- images tapageuses et dorées de l'exposition universelle de Séville, l'étalage de luxe et de festivités des jeux Olympiques de Barcelone, l'appât des magasins croulant de marchandises, l'aisance des villes européennes où même être le plus pauvre des plus pauvres apparaît encore comme une bénédiction à ceux que la faim pousse à l'exil. Mais qui souvent laissent leur peau en route.

le 17 septembre.

série d'actions.

geants syndicaux.

REACTIONS OUVRIÈRES

Des dirigeants syndicaux qui ne parviennent à tenir leurs meetings sur d d'un important service d'ordre - syndical mais aussi policier - et en s'abrit parapluies pour ne pas être atteints par les jets d'objets divers, tel a été le spe ments de grève organisés dans chaque région à tour de rôle depuis le lancemen

La première réponse des dirigeants syndicaux à ce plan avait été d'assurer que la company de la comp mouvements spontanés qui ont éclaté dès le 18 septembre les ont rapidement i

Celles-ci étaient cependant calculées pour contrôler l'expression du mécor demi-journée en général, ne laissant la plupart du temps aux travailleurs que per des centres-ville, aller à la manifestation centrale prévue, puis revenir au travail jour faisaient grève Florence et la Toscane, le lendemain Milan et la Lombardie,

gnées de Naples et de la Campanie, enfin Turin et le Piémont avec la Sicile - à l Latium avec l'ensemble des fonctionnaires le 2 octobre, tandis qu'aux grèves grèves nationales, mais par catégorie cette fois! Tout était prévu en somme pou

La participation à la première semaine d'actions n'en a pas moins été grand

vement faisant manifester ensemble un trop grand nombre de travailleurs.



Manifestation à Turin

Italie

DES **TOMATES ET DES BOULONS** À TRENTIN...

On l'a vu mardi 22 septembre à Florence où Bruno Trentin, secrétaire général de la confédération syndicale CGIL et signataire de l'accord du 31 juillet mettant fin à l'échelle mobile des salaires et bloquant les contrats collectifs, voulait prendre la parole.

Trentin à peine descendu de voiture s'est vu entouré par des travailleurs décidés à lui dire son fait et dont l'un lui administra une gifle. Puis, monté sur le podium, il dut essuyer une

pluie de projectiles partis des premiers rangs : pommes de terre, tomates et autres légumes (c'est la saison!), le tout mêlé de quelques boulons d'un calibre assez conséquent. Le discours, couvert par les sifflets et par des injures, dut être écourté.

Trentin a pu ainsi mesurer directement l'effet sur les travailleurs de sa signature au bas d'un accord aboutissant au blocage des salaires, avec pour toute contrepartie un vague engagement à la modération des prix... au moment même où le gouvernement lançait une série de mesures d'austérité des plus odieuses et alors que, dès septembre, la dévaluation de la lire laissait présager une accélération de l'inflation!

Bien sûr, les lanceurs de projectiles étaient certainement une minorité parmi les dizaines de milliers de travailleurs qui faisaient face à Trentin (et même une minorité très probablement organisée politiquement, appartenant par exemple au milieu du PC maintenu ou de groupes gauchistes), mais il était évident qu'ils exprimaient le sentiment de la majorité. Les journalistes présents furent bien obligés de noter qu'il n'y eut sur la place pas une protestation, pas un murmure d'indignation contre ce qui était infligé au secrétaire général de la CGIL.

En revanche, les messages de solidarité à celui-ci n'ont pas manqué... du côté de la plupart des dirigeants des partis politiques. Ceuxci en effet se sont précipités, leaders de la Démocratie Chrétienne à Occhetto, le secrétaire

général du Parti Démocratique de la Gauche (PDS - la fraction de l'ancien Parti Communiste devenue maintenant membre de l'Internationale Socialiste) pour exprimer leur "indignation", condamner "les actes d'intimidation et d'intolérance", pendant que le président du Conseil et auteur du plan d'austérité se montrait à la télévision pour déclarer sa "douleur" de ce qui était arrivé à Trentin et condamner la "démagogie irrationnelle". Jusqu'au patron de Fiat, Agnelli, et à son fidèle PDG Romiti qui exprimèrent leur "estime" pour Trentin.

Curieux, tout de même, de voir le secrétaire général du principal syndicat ouvrier recevoir des boulons et des œufs pourris de la part de ceux qu'il est censé représenter, et des fleurs

mental et patronal... Curieux, mais parfaitement logique tant ce dernier a peur des réactions ouvrières, et tant il est conscient que sa seule chance de faire passer le plan d'austérité réside dans la capacité de l'appareil syndical à contrôler ces réactions et à les emmener vers des voies de garage.

... À LA **TENTATIVE DE** CRIMINALISER LE MOUVEMENT

Dans la roue des hommes politiques, la presse et la télévision ont enclenché d'ailleurs immédiatement une opération de criminalisation des travailleurs contestataires. Des journalistes commençaient à s'interroger gravement : la "violence" entrevue à Florence annonçait-elle le retour aux "années de plomb" du terrorisme des années soixante-dix, voire l'émergence d'un "plan" destiné à "déstabiliser la démocratie" italienne? Des bandes d'actualité de l'époque étaient ressorties pour l'occasion, tandis que Trentin lui-même, assez bien remis semble-t-il de son mauvais quart d'heure, répondait aux questions des journalistes en déclarant qu'il voyait dans ceux qui l'avaient contesté la main de "partisans de la dicta-

CONTRACTOR OF THE SECOND OF TH

de tout le monde gouverne- ture" (lire : "Refondation Communiste", le Parti Communiste maintenu), insinuant même qu'il fallait peut-être y voir celle des "services". Comme quoi on peut jouer, comme le fait Trentin, au grand manager d'un "syndicalisme moderne", déclarer que communisme et lutte de classe sont des notions d'un autre âge, et continuer à se comporter en parfait stalinien, pour qui des ouvriers qui contestent l'appareil ne peuvent être que des provocateurs ou des policiers.

> Qu'un dirigeant syndical signe de sa propre initiative, sans même un simulacre de consultation des travailleurs ou même de son propre syndicat, un accord supprimant à ceux-ci toute garantie contre une inflation qui repart de plus belle, voilà qui serait "démocratique", tandis que la manifestation de leur mécontentement par les travailleurs avec les moyens qu'il leur reste serait le germe du "terrorisme"; la ficelle est tout de même un peu grosse. Et dans les jours qui suivirent, on put voir que l'opération ne passait pas.

> La première réponse est venue de Milan mercredi 23 septembre, jour de grève régionale de la Lombardie. La publicité faite par la télévision aux manifestations protestataires de Florence avait fait son effet, mais sans doute pas celui attendu : dans les manifestations massives qui se dirigeaient vers la piazza Duomo, lieu traditionnel des manifestations milanaises, il était évi-



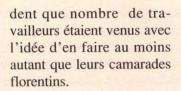
laces noires de monde qu'en s'entourant derrière des boucliers de plastique ou des cle offert par l'Italie au cours des mouve-

n'y aurait pas de grève générale. Mais les és à tenter de "lâcher la vapeur" par cette

plan d'austérité du gouvernement Amato,

tement. Il s'agissait de débrayages d'une temps pour quitter leur travail parfois loin mps. Le découpage aussi était savant : un ırlendemain Gênes et la Ligurie accompact opposé de la "botte" - puis Rome et le régions l'on parlait de faire succéder des i' à aucun moment on n'assiste à un mou-

t ces journées ont été dures pour les diri-



Et en effet le leader syndical promu à la dure tâche de prendre la parole sur la place ne tint cette fois que quelques minutes. La sonorisation et les leaders durent être prestement évacués et le gros du cortège en arrivant sur la place chercha en vain l'habituel orateur syndical. Les quelques groupes de militants contestant la ligne syndicale en étaient réduits à leur propre sonorisation, malheureusement pas assez puissante pour s'adresser vraiment à toute la foule.

Mais le sentiment des travailleurs milanais, en rage tout à la fois contre un plan odieux du gouvernement et des leaders syndicaux ouvertement à la solde de celui-ci, transparaissait clairement. Aux interviews des journalistes de la télévision qui demandaient aux manifestants leur sentiment sur les "violences" de Florence et s'ils les condamnaient, la réponse fournie était en général : "Dommage que je n'étais pas là" ou pour les plus modérés: "Non, je n'aurais pas lancé des boulons, mais lui, Trentin, n' aurait pas dû signer ce qu'il a signé" ...

BOUCLIERS PLEXIGLAS POUR **LEADERS** SYNDICAUX

Dans les autres villes, l'état d'esprit était semblable même si, après Milan, les leaders syndicaux purent arriver jusqu'au terme de leurs discours. Ils avaient simplement pris des mesures, en mobilisant un service d'ordre plus conséquent, des barrières pour tenir les manifestants à distance du podium, et en se munissant des moyens pour tenir: boucliers de plexiglas et parapluies pour se protéger de la pluie... de projectiles. Il faut ajouter aussi la présence de policiers, très rapides à prendre la relève des services d'ordre syndicaux; on le vit vendredi 25 septembre à Turin où ce furent eux qui prirent, après le départ des leaders confédéraux, la défense du podium contre les groupes de contestataires qui tentaient de s'y hisser pour

Le discours du dirigeant piémontais de la CGIL Cofferati, considéré comme le "dauphin" de Trentin, n'en fut pas moins presque

prendre la parole.

inaudible, tant était fort le chœur de sifflets venus de tous les angles de la place. Les manifestants purent seulement, par bribes, entendre qu'il se félicitait de l'importante participation à la manifestation et au débrayage; notamment chez Fiat, alors que les mots d'ordre de grève y étaient depuis des années très peu suivis. En fait les leaders syndicaux auraient sans doute préféré qu'il y ait moins d'ouvriers pour venir les siffler! Pourtant, en fin de

semaine, le ton changeait quelque peu. Samedi 26 septembre, la manifestation nationale des retraités à Rome, très nombreuse... et très bien contrôlée tant par les syndicats que par la police, se déroulait sans épisode majeur de contestation. Trentin, qui commençait sans doute à penser que le plus mauvais quart d'heure était passé pour lui, déclarait cette fois que la presse avait fait trop de bruit autour des épisodes de contestation et ajoutait : "Qu'un secrétaire reçoive des tomates, cela fait partie de son métier, nous sommes même payés pour cela"!

VERS LA "GRÈVE **GÉNÉRALE**" VERSION TRENTIN?

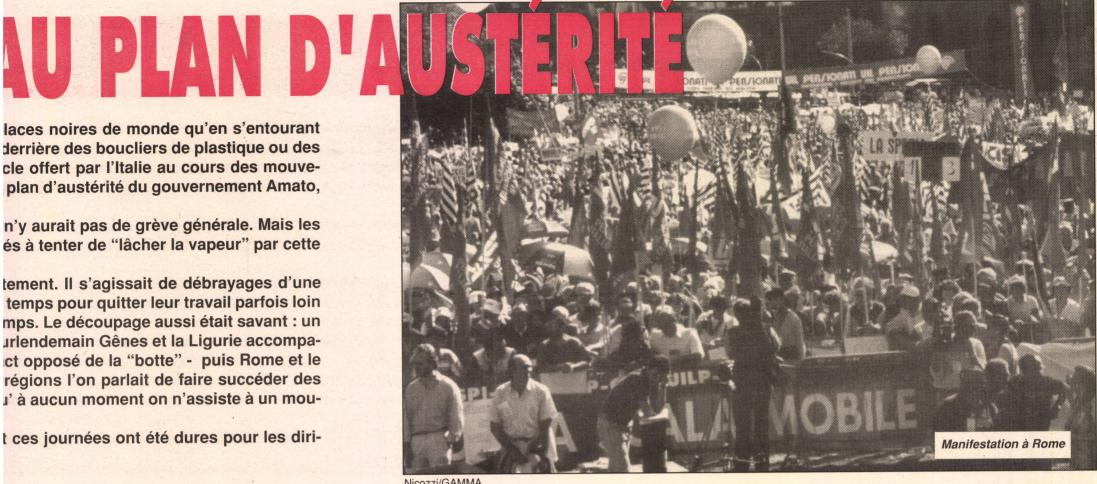
En même temps ce secrétaire général "payé pour cela" amorçait un virage prudent vers l'organisation d'une journée de grève générale. D'après lui, "à un certain point cela peut devenir inévitable". On devine à peu près à quel point : au moment où les dirigeants syndicaux auront vérifié que les risques de débordement sont conjurés, et où par ailleurs ils auront l'assurance que quelques aménagements au plan d'austérité leur permettront de dire que, grâce à leur grand travail de négociateurs, des reculs auront été imposés au gouvernement Amato. Une grève générale de 24 heures voire d'une demi-journée servira alors à enterrer le mouvement.

Il n'est pourtant pas encore dit que la classe ouvrière italienne se laisse enfermer à l'intérieur de ce scénario. La participation aux cortèges et aux grèves montre combien la protestation est unanime, combien le mécontentement est large. Les sifflets à l'égard des dirigeants syndicaux montrent aussi combien les travailleurs se méfient des manœuvres des appareils. Il existe même des signes que, çà et là, des travailleurs n'attendent plus les consignes de ceux-ci. On l'a vu par exemple le 21 septembre à Gênes, où la ville a été bloquée par une grève spontanée des transports de la ville, rejointe par quelques autres entreprises; ou le 23 septembre à Milan, où une partie des employés des transports

ont continué la grève audelà des quatre heures.

Mais la grande faiblesse du mouvement reste sans doute dans cette contradiction: si les travailleurs sont prêts à débrayer, si le fait d'aller dire directement aux dirigeants syndicaux ce qu'ils pensent de leur aplatissement devant les soidisant nécessités économiques dictées par les patrons semble même jouer le rôle d'une incitation à aller aux manifestations, celles-ci restent malgré tout entièrement dans le cadre des grèves de quelques heures décidées, dirigées et contrôlées par ces mêmes appareils. Et c'est ce qui donne à ceux-ci une telle possibilité de manœuvre, même s'ils doivent au passage essuyer des jets de tomates en se disant qu'après tout c'est "leur métier".

Une fraction de la classe ouvrière, pourtant, face à la dégradation générale de la situation, commence peutêtre à ressentir le besoin de déborder les canaux syndicaux et politiques traditionnels et de faire irruption sur la scène avec toute sa force de classe. Et c'est cette éventualité, et pas une autre, qui cimente la crainte commune du gouvernement, du grand patronat... et des bureaucrates à la Trentin; et qui est pour les travailleurs italiens le principal atout face à une bourgeoisie qui cherche à leur faire payer sa faillite





Le personnel de nettoyage fait respecter ses droits par la grève

Pendant six jours, 50 salariés de l'entreprise C'clean qui assure le nettoyage d'une grande partie de l'usine Chausson-Creil ont été en grève. Au bout de six jours, ils ont obtenu de récupérer la quasi-totalité de ce que leur patron avait voulu leur prendre.

Le patron de cette entreprise est un PDG qui aime afficher sa fortune. Il se vantait, récemment, dans le journal pour turfistes Week-End, d'avoir payé cash plus d'un milliard de centimes pour un cheval de course. Il possède une entreprise de travail temporaire, la CRIT, et une kyrielle de sociétés de nettoyage, de gardiennage.

Mais pour récupérer encore un peu plus d'argent, tout est bon. Ainsi, les salariés de C'clean avaient vu la prime pour le personnel faisant la nuit ramenée de 20 à 15 %; au retour des congés, un avantage de 4 heures supprimé tout d'un coup, plus une retenue d'une semaine sur les congés payés sous prétexte d'un nouveau mode de référence. Et ce n'est pas tout. Des salariés depuis deux ans minée qui venaient d'obtenir un contrat à durée indéterminée se voyaient réclamer 12 000 F d'arriérés de prime de précarité déjà versés.

Mais ce qui a fait déborder le vase, ce fut d'une part la procédure de licenciement engagée contre deux salariés qui refusaient une mutation à 50 km de Chausson alors qu'on faisait venir à leur place deux intérimaires, et d'autre part le changement autoritaire des

horaires qui mécontentait tout particulièrement le personnel féminin.

Dès avant la grève qui éclata le 17 septembre le personnel de C'clean avertissait les salariés de Chausson de ses problèmes. Et il continua à les informer régulièrement tout au long de la grève par voie de tract.

Les revendications du personnel portaient sur le rétablissement de ses droits, l'obtention de garanties et le paiement des heures de grève.

L'inspecteur du Travail intervint plusieurs fois pour mettre en demeure le PDG de C'clean. Celui-ci déclarait, la main sur le cœur, qu'il voulait respecter la loi, puis revenait toujours en arrière.

A deux reprises, avec la complicité de Chausson, il tenta de faire entrer des personnes de l'extérieur pour remplacer les grévistes. Mais à chaque fois la cinquantaine de grévistes qui étaient mobilisés en permanence fit échouer ces tentatives et empêchèrent qu'on fasse leur travail.

Au bout de six jours, au moment où la direction Chausson annonçait la en contrat à durée déter- suspension provisoire du contrat avec C'clean (pour la durée du conflit), le PDG de C'clean accordait la satisfaction des revendications et payait même les six jours de grève.

C'était une victoire morale pour le personnel qui se sentait si méprisé. Et c'était un encouragement pour tous les travailleurs de Chausson au moment où ils sont confrontés à des graves attaques sur l'emploi.

Correspondant LO



L. Sazi/GAMMA

Le 27 septembre ont eu lieu en Roumanie les élections présidentielles et législatives. Ion Iliescu, l'actuel président du pays, est arrivé largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec plus de 44 % des voix (il s'agissait encore mardi 29 septembre d'estimations), devançant son principal rival, Emil Constantinescu de 13 points. Le second tour aura lieu le 11

octobre. Aux élections législatives qui se déroulaient le même jour, mais à la proportionnelle et à un seul tour, le parti d'Iliescu, le Front Démocratique de Salut National (FDSN), réalise également le meilleur score avec 27,6 % des voix, toujours devant le parti de Constantinescu, la Convention

Démocratique qui totalise, elle, 23 % des voix.

. Au second tour de l'élection présidentielle Iliescu semble donc assuré d'être réélu. Par contre, le FDSN aura peut-être du mal à constituer une majorité parlementaire et même s'il y parvient cette majorité aura des contours très hétéroclites. Car, s'il faut en croire l'avis des commentateurs occidentaux, elle ne pourra se constituer qu'avec le soutien d'un parti ultra-nationaliste aux idées antisémites, Romania Mare (Grande Roumanie), avec celui d'un autre parti d'extrême-droite, le parti de l'Union Nationale des Roumains, ainsi qu'avec le Parti Socialiste du Travail, dit de gauche, et dirigé par un ex-Premier ministre de Ceausescu.

d'opposition n'ont donc pas remporté le succès qu'ils escomptaient et ce pour la deuxième fois consécutive, puisqu'en mai 1990 déjà leurs résultats furent en-deçà en de leurs espérances ou de celles qu'ils affichaient.

Le fait est que leur propagande : se débarrasser des "restes du communisme" personnifiés par Iliescu, s'engager de façon plus ferme dans une réforme économique actuellement à moitié appliquée, peser pour un retour plus massif à la propriété privée, faire appel au capital étranger, n'a pas fait recette. Au sortir des élections les dirigeants de ces partis ont invoqué le fait que ces élections sont arrivées trop tôt pour eux et qu'ils n'auraient pas eu le temps de se faire connaître de la population roumaine. Ce serait en particulier le cas l'opinion mais il confirme connu à la veille de la population se méfie à campagne électorale.

Bref, ces politiciens seraient encore trop neufs. A moins qu'ils ne soient déjà trop vieux. Car rien dans leur programme ne pouvait attirer la sympathie des électeurs; ni les prétendus mérites de l'économie de marché, ni le rappel du "bon vieux temps" de la période qui précéda l'instauration du régime stalinien qui était, faut-il le rappeler, une féroce.

Les électeurs de Roumanie ont donc choisi dans leur majorité la stabilité, ce que des commentateurs appellent ici avec une certaine dose de mépris, l'inertie des masses ou encore leur "niveau d'éducation politique très bas". Un certain nombre de facteurs ont dû jouer en faveur de cette stabilité. Ce que l'opposition reprochait à Iliescu, à savoir qu'il avait été très lié au règne de Ceausescu, n'a guère dû peser, d'autant que son principal rival, Constantinescu, a lui aussi fait ses classes dans le même sérail. Au contraire même, Iliescu personnifie certainement aux yeux du plus grand nombre, l'équipe qui a réussi à mettre fin au régime du sinistre Ceausescu.

Certes, ce scrutin ne permet pas de préjuger de l'évolution ultérieure de pour Constantinescu, peu que la majorité de la l'heure actuelle de tous ceux qui sous couvert de "démocratie" et de "liberté d'entreprendre" voudraient dépecer et brader les entreprises pour alimenter les caisses de l'Etat et garnir les poches de quelques margoulins, sous prétexte d'adaptation au marché capitaliste mondial.

Georges LATTIER

Labinal (Région toulousaine)

16 millions, c'est en effet la somme que devrait toucher Labinal de la part d'IBM en guise d'indemnités pour l'arrêt de ses fabrications. Cette information que la direction de Labinal souhaitait garder secrète vient d'être divulguée, presque par hasard. Cela a jeté un froid sur la procédure de plan social lancée par la direction pour l'arrêt de l'atelier qui travaille pour IBM.

Le plan social annoncé cet été, et concernant l'ensemble des travailleurs de l'atelier Electronique (253 personnes représentant le quart de l'effectif de l'usine), n'est en fait qu'un plan de licenciements. Les 60 reclassements envisagés dans les usines du proche groupe Villemur, seront pour la plupart sur des postes à mi-temps, et souvent assortis d'une déqualification qui se traduira par une perte de salaire. Pour les autres, c'est-à-dire les 4/5ème, ce sera le licencie-

Dans l'usine, après l'abattement des premiers jours et... la fin des congés, la colère des travailleurs s'est exprimée à plusieurs reprises contre le cynisme et le mépris de la direction. Car chaque jour amenait son lot de révélations sur ses intentions réelles et convainquait ceux qui gardaient encore quelques illusions.

Il y eut des listes-bidon de reclassables, qui augmentaient chaque fois

qu'un débrayage était an-

Il y eut l'annonce de l'indemnité d'un mois et demi de salaire, qui est passée à trois mois après quelques débrayages et qui n'en reste pas moins une aumône.

Il y eut la liste des 28 postes supprimés dans les services communs -Entretien. Mutuelle, Service du Personnel, Cantine – qui démontrait à tous la volonté réelle de la direction de profiter de la situation pour "dégraisser" dans des secteurs qui n'ont aucun rapport avec la production électronique (l'atelier IBM a son propre ser-Entretien, par vice exemple).

Et pour finir il y eut cette histoire des 16 millions de francs qui a révolté tout le monde, à l'atelier IBM et dans les autres ateliers. En effet, des travailleurs ont obtenu de certains élus locaux l'information selon laquelle un accord avait été conclu, sous l'égide du ministre de

16 MILLIONS DE FRANCS POUR LICENCIER

l'Industrie, entre IBM et Labinal, prévoyant une indemnité de 16 millions de francs pour cessation d'activités.

Alors, durant tout ce mois de septembre, il ne s'est pas passé une semaine sans qu'il y ait, un ou plusieurs débrayages de l'atelier IBM, des assemblées générales sur l'atelier, des diffusions massives de tracts, des assemblées de secteur (en équipe du matin ou du soir), des

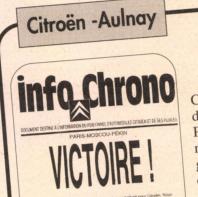
défilés dans l'usine. Les travailleurs d'IBM qui en sont à 30 heures de grève sont conscients que c'est grâce à leur action qu'ils ont déjà obtenu un mois et demi d'indemnités supplémentaires.

Le jeudi 24 septembre, jour de la réunion du comité d'entreprise, pour la seconde fois, les travailleurs d'IBM appelaient l'ensemble de l'usine à protester contre les licenciements en débrayant et en manifestant avec eux. Il y eut plus de 300 personnes cette fois-là - 100 de plus que la dernière fois – pour crier dans l'usine "Labinal doit payer... cher !". Et les dirigeants de l'entreprise ont eu droit à une haie d'honneur - si l'on peut dire! et ont dû supporter quelques huées bien sen-

La lutte n'est pas finie, et le patron aurait tort de se croire quitte. Le mercredi 30 septembre, les travailleurs d'IBM appelaient l'ensemble du personnel à un rassemblement aux portes de l'usine pour une conférence de presse.

Pour l'annulation du plan "social", pour que les 16 millions de francs récupérés par Labinal bénéficient aux travailleurs, pour le paiement des heures de grève, la lutte continue.

Correspondant LO



Calvet dans un papier rallye : c'est une sacrée diffusé à l'usine pour le Paris-Moscou-Pékin qui n'aurait été possible que grâce à notre "soutien inconditionnel".

Eh bien! voyons! Un tel soutien pour une aussi grosse victoire, cela se paie!

Surtout pour être arri-

PAR ICI LE GROS LOT Extrait du bulletin "Victoire" ! crie vé premier à son propre LO Citroën Aulnay



LA MANIFESTATION DE LA "COORDINATION DES INFIRMIÈRES"

viron que les infirmières aperçue dans les hôpi- malgré la succession des se sont retrouvées, mardi taux de l'Assistance ministres de la Santé, la 29 septembre, pour ma- Publique. Des infirnifester derrière la mières d'hôpitaux pu-Coordination Nationale blics, de quelques clides Infirmières.

infirmières venues d'ho- tion. rizons très divers. Plus pour cette journée est galère!"

niques, des libérales et Cette manifestation des territoriales s'étaient nationale regroupait des jointes à la manifesta-

Toutes ces infirmières micro. de la moitié venait de sont descendues dans la : Dax, rue pour dire : "Evin ce Montpellier, Nevers... n'était pas bien, Durieux Mais, sur la région pari- ce n'était pas mieux et sienne, la mobilisation avec Kouchner c'est la

situation se dégrade dans les hôpitaux.

Pendant qu'une délégation de huit personnes était reçue par Kouchner, chacun et chacune a pu dénoncer sa situation au

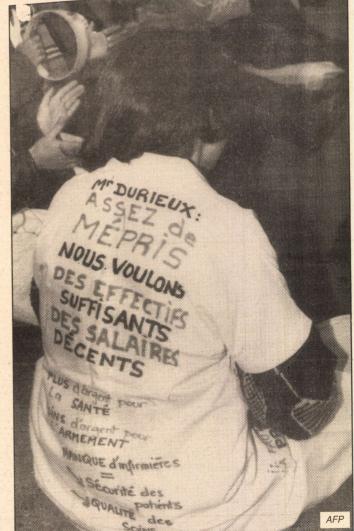
Ainsi, une infirmière de Saint-Vincent-de-Paul dénonça la fermeture de 14 lits de réanimation néonatale, ce qui oblige le SAMU à faire le tour

C'est à cinq cents en- passée pratiquement in- En fait, depuis 1988, du boulevard périphérique à la recherche d'une place. Souvent, l'enfant est dirigé vers un hôpital de province, à des dizaines, voire des centaines de kilomètres de ses parents.

Toutes avaient des scandales à dénoncer, liés au manque de personnel et de moyens.

Correspondant LO

De Evin, à Kouchner, en passant par Durieux, rien n'a changé.



Souther in white was a contract to the contrac

Alcatel Telspace (Nanterre - 92)

INTOX, BAISSE DES EFFECTIFS ET PRESSIONS SUR LE PERSONI

réglons entre autres des baies de faisceaux hertziens, circulent depuis plusieurs mois les bruits les plus alarmistes sur la situation de l'entreprise. Cela s'est accéléré avec le regroupement de l'usine de Cergy avec celle de Nanterre.

La direction a même convoqué les dirigeants des services afin qu'ils nous fassent passer le message: "La situation de l'entreprise est critique, il faut faire des économies". Une mise en condition. Mais qu'en est-il réellement ?

Des plans aux pressions personnelles inadmissibles...

La chute des effectifs

Chez Alcatel Telspace, n'est pas une chose nouoù nous fabriquons et velle. Elle a commencé au début des années 1980 - nous étions encore à Levallois. En dix ans de temps, un tiers du personnel a disparu. Les effectifs sont tombés de 3 300 à 2 200 personnes.

> Les gouvernements successifs ont donné aides et facilités à la direction : départs en garantie de ressources, préretraites FNE, licenciements dans le cadre d'un plan social pour la savons réagir collective-Mécanique. Nous voilà arrivés aux licenciements "négociés", dont le nouveau directeur des "ressources humaines", M. Jeanperrin, est deve- l'entretien du bâtiment à nu le spécialiste.

Avant, il s'agissait de conventions. Maintenant on chasse de l'entreprise l'esprit maison. Tout est bon, y compris les menaces de licenciement sec à l'encontre, par exemple, du dernier gardien Alcatel ou de l'ingénieur hygiène et sécurité.

La direction essaye aussi de vendre le personnel en même temps que les activités dont elle essaye de se débarras-

Pourtant, lorsque nous ment, la direction tombe sur un bec et n'arrive pas à mener à bien ses mauvais coups. L'an dernier, elle a sous-traité une filiale du groupe Alcatel : la Cégelec. Elle avait prévu de "vendre" le personnel en même

travailleurs qui n'ont pas refusé et s'est mobilisé pour faire connaître son refus à l'ensemble des travailleurs de l'entreprise. Aujourd'hui, tous ces travailleurs à qui on avait raconté qu'il n'y aurait plus de travail pour eux après janvier sont toujours dans l'entreprise et la direction a dû composer.

Même chose pour un manœuvre, qu'on faisait travailler en prestation de service depuis dix ans au mépris de toute la législation existante comme quoi les grandes entreprises sont capables, si on n'y prête pas garde, de se comporter comme les derniers des margoulins. La direction avait décidé de se débarrasser de ce travailleur, du jour au lencomposer devant la ré- monde, car selon un des action de solidarité des camarades de son secteur. Finalement, il est resté encore deux mois, puis il a reçu une indemnité (20 000 F) et la direction a imposé son reclassement à la Cégelec.

... d'autant qu'Alcatel regorge d'argent

Nous aurions d'autant moins raison de nous laisser faire que toutes les informations économiques publiées sur l'entreprise montrent que le groupe est riche : Alcatel a empoché un marché de près de 20 milliards pour 8 millions de lignes vendues à la Chine. Le groupe entend même y construire sa les plus de 56 ans ou les temps. Mais celui-ci a demain. Mais elle a dû plus grande usine du

proches de Suard, le PDG, c'est le "marché le plus fabuleux du monde". D'autre part, après avoir racheté L'Express, Suard a des vues sur Le Point.

Faudrait-il dans ces conditions laisser Alcatel toucher à notre emploi? Nous entendons être traités aussi bien que les actionnaires l'ont été dans le passé, eux qui sont toujours bichonnés: quand Telspace marchait bien, les bénéfices étaient consolidés et les actionnaires touchaient leurs dividendes. Il n'y a donc pas de raison que notre emploi ne soit pas préservé, quoi qu'il en coûte au groupe!

Correspondant LO

Fonderies du Poitou (Ingrandes - 86)

UN CLIMAT DE RAS-LE-BOL

Les Fonderies du Poitou, c'est une filiale Renault installée à Ingrandes, près de Châtellerault, qui produit d'un côté des carters en fonte et de l'autre des culasses en aluminium, avec près de mille ouvriers.

Côté aluminium, le secteur a été agrandi et modernisé par l'introduction de la robotique. Loin d'alléger notre peine, c'est l'inverse qui se produit. Cela n'empêche pas la direction de faire appel à des ingénieurs, pas pour régler nos problèmes, mais pour faire la chasse aux temps morts et accélérer les cadences. Fin septembre, il y a eu plusieurs débrayages massifs a cause de cela.

En plus, le service sécurité fait du chantage aux accidentés du travail (nombreux) depuis plusieurs mois pour qu'ils ne déclarent pas leur accident, en leur proposant une place tranquille dans l'usine, le temps du rétablissement, et en téléphonant chez eux pour leur faire reprendre le travail avant la fin de l'arrêt. Un ouvrier qui avait refusé ce chantage a été muté à son retour sur un poste difficile, pour le sanctionner. Mais là aussi tout l'atelier a débrayé plusieurs heures et l'ouvrier a réintégré son atelier.

Bref, un certain ras-le-bol se manifeste et la direction ferait bien d'en tenir compte lors des négociations salariales proches, qui sont soul'occasion de grèves aux Fonderies.

Correspondant LO

TRAIN, DANGER

Samedi 27 septembre, la région de Toulouse, comme une grande partie du sud du pays, était touchée par les intempéries : gros orages, rafales de vent atteignant 100 km/h. Les quelques dizaines de voyageurs qui avaient pris place dans le train Toulouse-Rodez de 18 heures étaient, eux, au sec et, devaient-ils penser, bien protégés. Signalons que la circulation sur cette ligne se fait en majeure partie sur voie

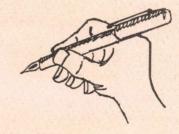
Quittée l'agglomération toulousaine, le mouvement des arbres qui pliaient le long des voies commençait tout de même à donner quelques inquiétudes. L'incident survint entre les gares de Rabastens et de l'Isle-sur-Tarn. Quelle ne fut pas la surprise des voyageurs de la rame de tête de voir subitement le conducteur se jeter au sol alors que le train freinait fortement. L'explication vint de suite. Sur la voie (unique à cet endroit) était couché un gros saule déraciné. Le train parvint tout de même à s'arrêter sur l'obstacle, le heurtant légèrement et sans gravité.

Sitôt la rame stoppée le conducteur sortit du wagon et se précipita sous la pluie battante à la recherche d'un téléphone de ligne. De retour et après avoir averti la gare la plus proche, le conducteur encore inquiet quittait à nouveau le train, cette fois-ci deux pétards à la main pour les poser quelques centaines de mètres à l'avant et à l'arrière du train arrêté. Ces pétards explosent dès que l'on roule dessus, indiquant la nécessité d'un arrêt immédiat. Enfin, de retour et tout essoufflé, le conducteur dit : "Voilà, cette fois nous sommes vraiment protégés."

Des voyageurs se sont évidemment étonnés que les abords des rails soient si mal entretenus et surtout qu'il n'y ait pas dans le train un téléphone à la disposition du conducteur. "Que voulez-vous, répondit celui-ci, ici c'est pas le TGV. Il est prévu d'équiper tous les trains de téléphones mais c'est long... très long."

Disons encore que cette voie est, paraît-il, la voie unique la plus fréquentée d'Europe, ce qui ajoute au scandale.

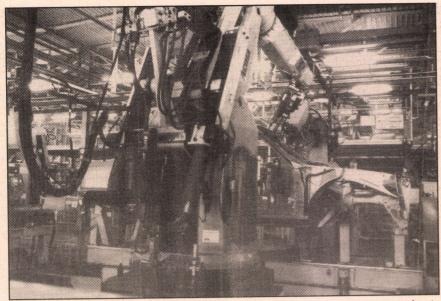
V.S. Paris



Nos lecteurs nous écrivent



Dans les entreprises





Aventurier : Gamma

Peugeot-Talbot (Poissy - 78)

4 × 10 À CALVET, C'EST NON!

Chez Peugeot-Talbot, avec la rentrée, la production est repartie sur les chapeaux de roue... avec toujours l'horaire 4 X 10. Plus que jamais, l'envie que cela cesse s'exprime ouvertement dans les discussions, y compris avec la maîtrise. Quatre semaines de vacances n'auront pas suffi à nous préparer à reprendre le collier, et la fatigue resurgit

les congés.

La direction, elle, n'a rien changé à ses prévisions, malgré des rumeurs dans les ateliers au sujet d'un possible arrêt des 4 X 10 en janvier 1993, et alors que le stock de voitures invendues qui stationnent sur les parcs n'a jamais été aussi important : près de 9 400 Peugeot 309 et 205!

Pour remédier à cette aussi harassante qu'avant situation, la direction nous propose d'acheter notre production avec une remise spéciale : 26% au lieu des 17% habituels réservés au personnel. Mais diminuer les cadences et le temps de travail quotidien, pas question! L'idiotie de son système est telle qu'on continue à travailler 10 heures par jour, tout en ayant déjà eu deux jours de chômage technique les vendredis

serait certainement pas pour nous déplaire, mais indemnisé à 70%, et à raison de pratiquement deux journées par mois depuis le début de l'année 1992, cela représente de l'argent en moins sur la paye... et cela nous plaît beaucoup moins; même si nombreux sont ceux d'entre nous qui préfèrent encore ce chômage, tant les 4 x 10 font horreur.

Aussi, les travailleurs

de Mécanique, qui ont été "mobilisés" pour monter des traverses de Citroën ZX, alors que tout le monde chômait le vendredi précédent, n'ont pas apprécié. beaucoup "Mieux vaut rester chez soi payé à 70% que venir travailler pour les 30% de plus". Et en effet, pour la plupart d'entre nous, le choix est vite fait : un jour de travail en moins, c'est toujours mieux. Car ce qu'on attend vraiment, c'est la suppression des 4 × 10.

CIAPEM (Lyon)

LES TEMPS MODERNES

tions de travail se dégra- quitter l'usine. Eh bien, le maires, après une forma- cises. De toute façon, vu dent un peu plus d'année patron vient d'augmenter tion de deux jours au dé- l'éloignement du restauen année et la direction se les cadences. C'est ainsi but, qui insiste sur la "qua- rant de l'usine, nous croit vraiment tout permis.

Cette entreprise, installée à Gerland à Lyon, fait partie du groupe Thomson-Brandt-Vedette, et fabrique des lave-linge et des sèche-linge. L'usine compte 1500 personnes, entre les embauchés et ceux sous contrat, et environ 200 intérimaires dans les périodes de pleine produc-

Traditionnellement, nous arrivions à terminer 20 minutes ou une demiheure à l'avance sur les chaînes, pour pouvoir

A la Ciapem, les condi- souffler un peu avant de cal. Quant aux intéri- repas de 20 minutes... préqu'au montage, où on assemble les machines à laver, le rendement est passé de 550 machines environ à 700 par jour. Autant dire qu'un bon nombre d'entre nous n'y arrive pas. Mais les chefs sont sans cesse sur notre dos et les menaces de sanctions par lettre recommandée ou par entretiens sont monnaie courante, y compris pour le personnel ayant 20 ans ou plus d'ancienneté; ceux ou celles qui ne peuvent pas suivre doivent fournir un certificat médi-

lité" des produits à fabriquer, s'ils ne sont pas assez rapides, leur mission se termine rapidement.

Nous avons droit sur toutes les chaînes à un compteur qui indique l'heure, la production théorique et la production réelle, minute par minute. Pas possible d'aller aux toilettes. Nous pouvons nous déplacer uniquement quand cet appareil déclenche une sonnerie, au début et à la fin de chaque pause (royalement deux fois 10 minutes!) et pour le

n'avons pas le temps d'y

Certains secteurs de l'usine modulent les horaires: 35 heures au printemps, 45 heures ensuite. Actuellement, c'est 45 heures. Et les intérimaires qui sont embauchés font 45 heures, ils n'ont pas le choix, et ne sont pas payés en heures supplémentaires, puisque c'est la modulation!

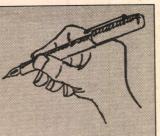
D'ailleurs l'usine travaille tous les samedis matin en ce moment. Certains d'entre nous sont obligés

de venir : c'est le cas de ceux qui avaient eu quatre jours imposés de congés en mai et qui doivent maintenant les récupérer obligatoirement les samedis matin. Et pour les autres, ce sont les pressions quotidiennes ou le chômage.

Alors, le vase commence à déborder. Jeudi matin 24 septembre suite à une lettre recommandée reçue par une ouvrière lui signifiant qu'elle "ne devait pas remettre en cause les décisions prises par son chef d'équipe", tout son atelier, l'UAF, soit 200 personnes, a fait grève. Ce jour-là, les compteurs marquaient 173 machines au lieu de 700.

La direction a dû en rabattre : la cadence est redescendue à 683 machines pendant 10 jours et les chaînes s'arrêtent maintenant quelques minutes avant la fin de poste... Un début!

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent: "EMPLOI-FORMATION", UN PONT D'OR POUR LES **PATRONS**

Je voudrais dénoncer les méthodes d'embauche patronales. J'ai travaillé chez Auchan (les grandes surfaces) dans le cadre d'un emploi de formation sur 45 jours, en vue d'une place au nouveau magasin de la Porte de Bagnolet (Seine-Saint-Denis). Cinq cents personnes sont prévues à l'effectif de ce magasin.

Au mois de juillet, j'ai travaillé 169 heures, soit un mois complet de travail effectif, pour un salaire de 4 635 F. Sur cette somme, Auchan n'a déboursé que 365 F. Le reste, c'est-à-dire 4 270 F, a été versé par les AS-SEDIC.

Les magasins Auchan se portent bien: ils font payer, depuis des mois, leur personnel avec les cotisations que les travailleurs versent. Et, pour faire encore plus de profits, ils mettent à la porte certains employés qui ne leur conviennent pas pour en embaucher d'autres, dans les mêmes conditions. Pas étonnant que les caisses des ASSE-DIC soient vides et qu'on augmente nos cotisations!

Un lecteur (Paris)

La Courneuve

ont été expulsées de la Cité des 4000 logements à La Courneuve en Seine-Saint-Denis. Une quinzaine d'autres sont menacées d'expulsion. Une vingtaine de ces familles, d'origine africaine, se sont regroupées contre ces expulsions, mais cinq sont actuellement à la rue et se sont installées en face de la mairie, en plein air, sous des bâches.

Ces familles sont ou étaient, pour les cinq déjà expulsées, occupantes sans titre de logement, certaines depuis 1984. Au départ, elles ont sous-loué l'appartement aux locataires en titre, puis leur situation découverte, elles ont été condamnées à l'expulsion et à verser, dans l'attente, une indemnité d'occupation avec une vague promesse de relogement.

Parallèlement, ces familles remplissaient

chaque année des demandes de logement que l'OPHLM de Courneuve ne prenait pas en compte et renvoyait directement à la Préfecture qui ne donnait pas suite non plus.

Et au bout du compte, c'est l'OPHLM de La Courneuve, municipalité gérée par le Parti Communiste, qui a demandé ces expulsions.

Et pourtant, quand les "4000" étaient gérés par la Ville de Paris, avant 1984, la municipalité en

ce quartier! Combien de fois les militants du Parti Communiste se sont opposés à des expulsions, intervenant manu-militari pour empêcher les huissiers d'accomplir leur sale boulot! La municipalité revendiquait la gestion des "4000", car, disait-elle, il était anormal que la moitié de la population de La Courneuve soit sous contrôle de la Ville de Paris, et c'était la seule solution pour que la cité retrouve un visage humain.

Huit ans après, une bonne partie de la cité n'a pas changé. Par contre, les loyers ont augmenté de 60 à 80 % là où il y a eu quelques petites rénovations. Au moins 30 % des loyers sont impayés: il y a 3000 chômeurs dans la Cité des 4000 sur une population de 15 à 20 000 habitants, cela n'a donc rien d'étonnant.

caisses sont vides. Et ses gestionnaires font comme tous les gestionnaires, ils essaient "d'assainir" la situation. Ils menacent d'abord et finissent par mettre à la rue ensuite. Des tracts de la mairie puis de l'OPHLM ont été diffusés dans tous les 4000 pour justifier les expulsions. On y trouve pêlemêle qu'il s'agit de squatters, de locataires ne payant pas leur loyer en dépit de leurs ressources, de gens à l'origine de troubles de jouissance graves dans leur quartier... et, à l'appui de tout cela, les sommes astronomiques perdues par l'OPHLM

De leur côté, les 21 familles concernées se sont regroupées. Celles qui campent déjà devant la mairie et celles qui ne sont pas encore expulsées ont fait signer une pétition, et ont fait appel

depuis des années.

à diverses associations

Les municipalités ouvrières subissent de plein fouet les effets de la crise, plus que d'autres. C'est là où se retrouvent les chômeurs, la population la plus pauvre. En 1985, à La Courneuve, 35 % des demandeurs de logement gagnaient moins que le SMIC; 91 % gagnaient moins de deux fois le SMIC; 80 % n'avaient qu'un seul revenu et cela a dû s'aggraver depuis.

Nombre d'entre eux ne pouvaient prétendre à un logement, même aux "4000", faute d'un revenu suffisant, bien qu'en 1985 toujours, 600 logements restaient inoccupés dans la cité. C'est aussi dans ces communes que se concentrent les problèmes liés à la pauvreté. Alors, comme celle de La Courneuve, ces municipalités multiplient les demandes d'expulsions, de saisies ou d'interventions policières, au lieu de mobiliser la population ouvrière contre les effets de la crise, au lieu d'encourager les travailleurs à se battre contre cette société. Et ce n'est certainement pas ainsi qu'elles résoudront leurs problèmes.

Vient de paraître :

class struggle

LUTTE DE CLASSE

SEPTEMBRE-**OCTOBRE** 1992 (N°49)

Au sommaire: **Etats-Unis**

- Elections : les "valeurs de la

famille" sauveront-elles Bush? - Avortement et droits des femmes, cibles des réactionnaires

- Scission dans le Parti Communiste

- Le Japon est-il en train de supplanter les Etats-

Prix: 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni c des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à **LUTTE OUVRIERE** B.P. 233 **75865 PARIS CEDEX 18 FRANCE**

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233. 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1º janvier

Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat.

Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage: 17 000 exemplaires. Composition: Point-Virgule

Photocomposition - Paris. Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

Lutte Ouvrière - hebdomadaire

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F.

Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an: 320 F.

Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an: 80 F. - Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F. Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PRENOM: ADRESSE: ..

CODE POSTAL et VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : ... (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,

- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

À FLEUR DE PEAU de Tsitsi Dangarembga

"L'histoire que j'ai racontée ici, c'est la mienne, celle de quatre femmes que j'aimais, celle de nos hommes, l'histoire des commencements." C'est sur ces mots que s'achève le roman de Tsitsi Dangarembga, née en 1960 dans l'ex-Rhodésie du Sud, aujourd'hui le Zimbabwe.

Cette "histoire des commencements", c'est en fait celle des "années d'apprentissage", des prises de conscience, personnelles et sociales, de l'évolution d'une enfant qui, née dans une famille de paysans, découvre combien il est injuste de vivre dans le dénuement lorsque, après y avoir goûté, il lui faut renoncer à aller à l'école. Il faut de l'argent pour s'y inscrire, et son père aux idées traditionalistes bien arrêtées ne voit pas l'utilité pour une fille d'étudier.

Première prise de conscience de l'inégalité qui règne dans son petit monde, cet obstacle sera

nation de l'héroïne, Tambu. Elle peut aller à l'école et même continuer grâce à un oncle qui a réussi et qui, après cinq ans à Londres pour obtenir des diplômes, est devenu directeur d'une école de mission protestante. Chef incontesté de tout le clan familial au titre d'aîné de la famille et du prestige que lui vaut sa réussite sociale, il prend toutes les décisions : Tambu étudiera.

La vie chez l'oncle, dans un univers qui lui paraît luxueux et intimidant, s'accompagne d'une nouvelle expérience: Nyasha, sa cousine, la choque d'abord par son comportement. Cinq ans passés à Londres lui ont donné le goût de la liberté. Elle rejette les conventions qui régissent les rapports familiaux et l'autorité du père qui s'appuie sur la tradition. Elle a aussi mesuré la situation humiliante dans laquelle les colons tiennent la population du pays. Son état de rébellion quasi permanente effraie Tambu dans un premier temps. Mais la crainte devient bientôt de l'admiration et c'est sous son influence qu'elle acquiert une véritable culture, car Nyasha a su lui donner le goût des livres et éveiller sa curiosité. C'est encore Nyasha qui lui inculque ses premières idées sur l'assimilation: "Un espace honorifique où vous pouviez vous fondre à eux (les Blancs) et où ils étaient sûrs que vous vous tiendriez bien".

Toute à son désir de réussite, Tambu n'assimile que très lentement ces idées venues d'ailleurs, mais sa sensibilité est éveillée et désormais, elle ne peut plus regarder la vie, les rapports familiaux, avec le même œil qu'avant. Parallèlement à l'évolution de Tambu, on

voit aussi celle des autres femmes de la famille et la lente désagrégation des rapports d'autorité.

Ce roman, qui se présente comme une autobiographie, montre plusieurs milieux : les paysans, qui vivent dans une pauvreté qu'ils trouvent normale; "l'élite" noire, qui s'en sort plutôt mal que bien, par l'accès à la culture; entre les deux, ceux qui viennent à la ville pour se placer comme domestiques, comme femmes de service et trouvent dans leur travail une indépendance qu'ils n'avaient pas connue jusqu'alors.

Avec une grande tendresse pour les siens, avec pas mal d'humour aussi, l'auteur analyse sa propre évolution et en même temps celle d'une société qui se décompose à mesure qu'y pénètrent les influences extérieures.

S Danie in Michel

Et ceci sans pour autant embellir la société pas-

Denise LAUNET 266 pp., 120 F.

A fleur de peau, de Tsitsi Dangarembga. Editions Albin Michel,

Voir surmonté par la détermi-BOB ROBERTS de et avec Tim Robbins

Voilà un film qui col- chent le à l'actualité politique: il raconte, sur un mode très sarcastique, une campagne électorale américaine pour un poste de sénateur.

Bob Roberts, côté public, est un chanteur de folksong, une sorte de Bob Dylan fasciste. Dans les années 1960, on chantait "les temps changent". Dans les années 1990, on chante "les temps reviennent en arrière". Dans la coulis-

évidemment les idées les chômeurs sont des fai- gan Bob Roberts, il n'y a trancière. néants, les râleurs empê-

1'Amérique d'avancer et Dieu est à ses côtés. Il ne faut donc pas s'étonner de trouver dans son entourage un ancien de la CIA mêlé à des coups tordus en Amérique centrale et ailleurs. Ce petit monde n'est pas regardant. Il faut frapper gros et fort, en mettre plein la vue pour emporter l'élection et pouvoir, par la suite, s'en mettre... plein les poches. Leurs activités caritatives n'ont-elles pas servi à piller des sicote avec son équipe, n'est trop gros pour de plus visiblement réacboy" affairiste qui bour- fonds sociaux? Rien mi-conseillers poli- réussir et, pour l'empor- tionnaire et corrompu tiques, mi-courtiers en ter, Bob Roberts monte n'est pas en cause, ce Bob Roberts défend pulation... dure à avaler pour le spectateur.

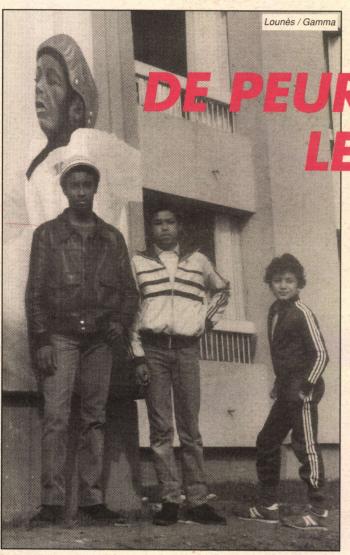
Pour résister à l'oura-

monde : un sénateur sortant, plutôt usé (et un peu trop plein de bonnes intentions), un journaliste noir gauchiste et névrotique, des nostalgiques des années 1960 comme ces femmes de la télévision (une Blanche et une Noire) qui ne jouent pas le jeu. Le tout laisse l'impression que le peuple américain est bien manipulable, de façon caricaturale.

Si la volonté de l'auteur d'attaquer la vie politique américaine au moins dans ce qu'elle a film souffre du fait que finalement la réalité dépasse la fiction, même quand celle-ci est ou-J.F.

Le Val-Fourré et le "mal des banlieues"

FAIRE EXPLOSER **QUELQUES** TOURS...

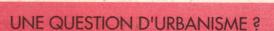


Quatre tours que l'on fait imploser : c'était le 26 septembre, à Mantes-la-Jolie, dans ce quartier du Val-Fourré qui, il y a un an et demi, était devenu brutalement célèbre, lorsqu'au cours d'affrontements y avaient été tués deux jeunes et une femme policier.

Le Val-Fourré était devenu un symbole de ce que la presse a appelé le "mal des banlieues". Un "mal" né à l'ombre de cités géantes (aux noms parfois aussi peu engageants que "les 1000-1000" ou "les 4000"), de La Courneuve à Vaux-en-Velin en passant par Mantes.

Avec ses 25 000 habitants (30 000 à une époque récente), le Val-Fourré bat un triste record de la concentration de la population (en 1965 la municipalité souhaitait 3000 logements, l'Etat en imposa le double et les HLM en construisirent près du triple!), en un court laps de temps (une dizaine d'années) sans infrastructures sociales ou de services suffisantes.

Du moins, c'est ainsi que les choses ont été présentées et le sont encore le plus souvent.



De ce point de vue, la "dédensification" par la destruction de tours (cinq autres doivent l'être encore), comme aux Minguettes, comme à La Courneuve, et leur remplacement par des espaces verts, n'est évidemment pas du luxe. Pourtant, ces mesures sont loin de tout régler.

Mantes-la-Jolie a déclaré que la destruction de ces tours avait pour objectif "de réparer les erreurs d'urbanisme, de recréer la qualité de la vie, de réunir les quartiers de la ville". Soit. Mais, même si ces mesures peuvent améliorer (un peu) la qualité de la vie cela ne répond pas au pro-Pourquoi avoir tout laissé se dégrader ?"

champignons. Et souvent à bien plus grande échelle qu'au Val-Fourré. Ainsi dans le même laps de temps, les cinq villes nouvelles de la région parisienne ont dépassé les cent mille habitants. Pourtant, elles sont loin d'avoir

connu les mêmes problèmes que le Val-Fourré, ou les Minguettes dans l'agglomération lyonnaise.

E N'EXPLOSENT OBLÈMES

Et cela n'a rien d'étonnant, car l'urbanisme v a été moins bâclé, avec des équipements plus nombreux. De plus la qualité de la construction, aussi, y a été meilleure (l'état de certaines tours, au Val-Le maire (PS) de Fourré, mais aussi dans d'autres cités de ce type, fait qu'il serait plus économique de les détruire, vingt ans après, que de les réhabiliter).

Et puis surtout, ce ne sont pas seulement les plus pauvres comme au Val-Fourré ou aux Minguettes des travailleurs des environs, au début, puis des blème que posait, devant travailleurs immigrés - que les caméras, un habitant du l'on a envoyés vivre dans quartier: "C'était beau. ces villes nouvelles. Des travailleurs que la crise a frappés de plein fouet (au En d'autres endroits, à Val-Fourré, le chômage atpartir des années soixante, teint 20 % des adultes), on a aussi entrepris de faire tandis que les organismes surgir de terre des villes- gestionnaires des tours voyaient à la fois diminuer leurs rentrées (à cause de locataires devenus insolvables) et augmenter leurs dépenses (ne serait-ce que pour entretenir des immeubles en voie rapide de dégradation).

les cités-dortoirs des banlieues que la crise transforme petit à petit en concentration de problèmes insolubles. Pendant des années, les autorités ont préféré ne rien savoir et laisser se constituer des abcès où la délinquance croissait encore plus vite que le chômage. Jusqu'à ce que dans ces cités-pourrissoirs la fermentation soit telle, qu'elle explose en flambées de violence, provoquées par la moindre étincelle, un accrochage -un de plus, mais un de trop- entre des jeunes et des policiers.

Il aura fallu que s'enflamment plusieurs de ces cités en proie à ce prétendu "mal des banlieues", pour que les autorités réagissent. En détruisant quelques tours, et en

construisant un nouvel hôtel de police, comme à Mantes-la-Jolie. Cela décongestionnera, peut-être, un peu le Val-Fourré; cela donnera aussi plus de moyens d'envoyer des policiers sur place pour réprimer d'éventuelles explosions de colère.

Si ces programmes de "dédensification" ici, de réhabilitation là devaient se poursuivre et si les fonds publics devaient suivre, cela permettrait sans doute d'améliorer un peu le sort des habitants de certaines banlieues; et la trésorerie de promoteurs qui, vu la crise de la construction privée actuelle, attendent de l'Etat qu'il les aide - pardon ! - qu'il aide les banlieues.

DES QUARTIERS - ET LEURS HABITANTS! -VICTIMES DE LA CRISE

Bien sûr, rien de cela Cela fait des années que la n'est vraiment nouveau. situation se dégrade dans

DILUER LES PROBLÈMES, SANS LES RÉSOUDRE

Alors bien sûr, "dédensifier" le logement de cités geantes, eviter que se tions de "gens à problèmes", comme dit la presse, cela peut permettre de désamorcer ce que les autorités, localement et nationalement, considèrent comme des foyers pouvant s'embraser à tout moment. Cela résoudra certains problèmes desdites autorités, cela mettra un peu plus de verdure autour des tours et permettra peut-être de reloger, en mieux, certains de leurs habitants,

ceux qui sont solvables.

Mais cela ne donnera ni un salaire décent à ceux de constituent des concentra- leurs habitants qui sont privés d'emploi, ni l'espoir d'en trouver un à la plupart des adolescents qui y vivent. Car ce prétendu "mal des banlieues" est surtout celui d'une société capitaliste où la prospérité d'une minorité a aussi pour condition sinon la misère de beaucoup d'autres, en tout cas des conditions de plus en plus misérables de vie qui leur sont imposées.

P.L.